

Mal logement

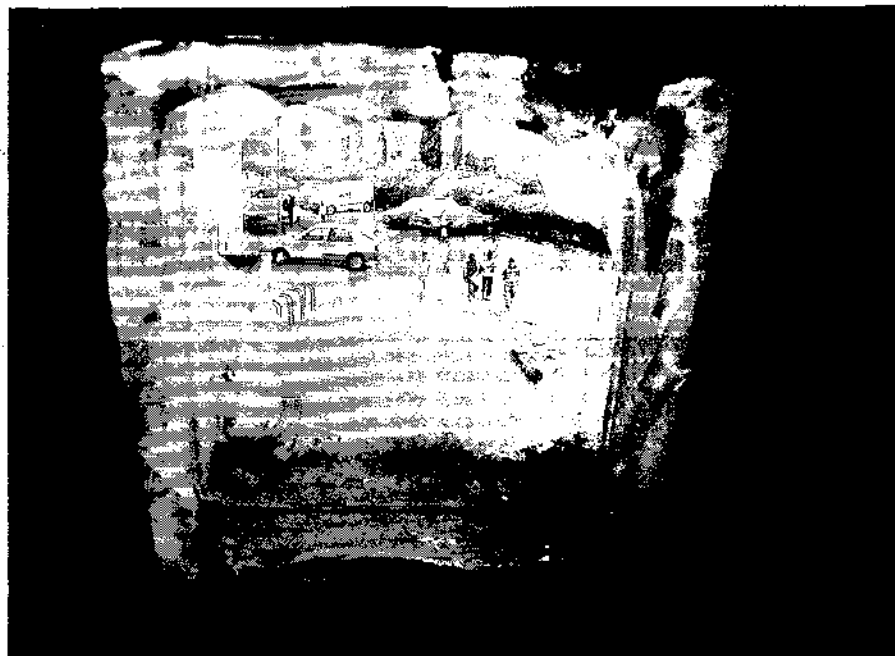
Du rapport aux urnes

C'est dans l'enceinte du conseil régional que la fondation Abbé Pierre a présenté, hier, son rapport 2006 sur le mal-logement.

CETTE vénérable structure est malheureusement toujours d'actualité. Non seulement son fondateur, l'abbé Pierre, a dû, à 83 ans, se déplacer récemment à l'assemblée nationale pour éviter que les députés UMP ne vidant la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) de son contenu, mais ce rapport réalisant un focus sur la situation dramatique des jeunes a été publié en plein... Contrat première embauche.

Crise de l'emploi, crise du logement, les jeunes sont donc « dans l'œil du cyclone » pour reprendre la formule de Patrick Doutreligne, directeur de la fondation Abbé Pierre. Les constats nationaux se déclinent évidemment en PACA. « Plus d'un tiers des SDF ont de 18 à 26 ans, les foyers de jeunes travailleurs sont devenus des associations d'insertion, les étudiants sont sans solu-

tion... », liste Fathi Bouaroua, directeur régional. Le travail des associations corrobore ces données mais atteste aussi du travail de foumi réalisé pour trouver des solutions. Ainsi l'association Déclic, basée dans le Vaucluse. « En 2004, nous avons accueilli 1 200 jeunes, en 2005, 1 600 dont 71% ont moins de 26 ans, 75% des ressources inférieures au Smic », rapporte une de ses membres. Depuis 1999, Déclic a créé un bureau immobilier social pour assurer des médiations avec les agences immobilières en proposant les garanties du Fonds solidarité logement et du Locapass. Cela marche mais c'est une goutte d'eau... « qui risque en plus de disparaître suite aux baisses de financement public », précise Fathi Bouaroua avant d'attirer l'attention sur un autre type d'intervention : militante. Loger Marseille Jeunes est en effet une structure montée par des ingénieurs et des chefs d'entreprise décidés à intervenir efficacement. « Depuis 11 ans, nous achetons des logements que nous mettons à disposition des 18/30 ans



Les solutions associatives et citoyennes présentées hier pour répondre aux problèmes du logement n'exonèrent pas l'Etat de sa mission en la matière. (Photo Marie-Laure THOMAS)

en situation de précarité », développe le président.

La politique du logement au cœur de la prochaine campagne électorale

Ces solutions associatives ou citoyennes n'éluent pas la question de l'engagement public. Baisse des financements, décentralisation, gestion du Fonds solidarité logement ont été autant de sujets abordés, ainsi que la question centrale de la construction de logements sociaux. D'autant que la région fait ici figure de mauvais élève avec seulement 6 communes qui atteignent les 20% de logements sociaux requis par la loi sur les 106 concer-

nées. « Les prix flambent car il n'y a plus d'intervention publique et politique », synthétise Patrick Doutreligne, « le logement est désormais géré par les règles du libéralisme ».

La cherté des loyers a des répercussions dont l'opinion publique prend peu à peu conscience. « 25 à 30 000 personnes vivent dans des logements proprement indignes donc dangereux. Les hôtels ou garnis constituent 4,5% de l'offre de logement quand la moyenne nationale est de 1,8%. Si le phénomène des campings est encore mal connu, on sait que dans le Var, 25% des places sont pour une domiciliation permanente », liste ainsi Fathi Bouaroua. « Ce n'est pas une fatalité », précise cependant

le sénateur communiste Robert Bret, « c'est une politique qui, laissant faire le marché libéral, ne respecte même plus notre constitution ».

En accueillant cette présentation publique, le conseil régional entend affirmer sa conscience de l'ampleur du problème sur lequel il intervient d'ailleurs dans le cadre d'une politique volontariste. « Si le mouvement associatif est un partenaire indispensable, l'urgence sociale justifierait un plan massif dont l'Etat prendrait la tête », a notamment précisé Michel Vauzelle.

Une question que la fondation Abbé Pierre entend bien mettre à l'ordre du jour de la prochaine campagne électorale.

Angélique SCHALLER